



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

Liberté
Égalité
Fraternité

dossier n° PC 021 231 25 00048

date de dépôt : 16 avril 2025

demandeur : Rectorat Région académique de
Bourgogne Franche Comté

pour : la réhabilitation de la cité universitaire Maret,
située au 3 rue Docteur Maret, en un campus
d'enseignement supérieur.

Le projet comprend également la construction d'un
nouveau bâtiment enterré destiné à l'École
Supérieure de Musique de Bourgogne-Franche-
Comté, implanté dans la partie Est de la parcelle.

adresse terrain : 3, rue docteur Maret, à Dijon (21000)

ARRÊTÉ

**accordant un permis de construire, valant permis de démolir
au nom de l'État**

Le préfet de Côte-d'Or,

Vu la demande de permis de construire présentée le 16 avril 2025 par le rectorat de la Région académique de Bourgogne Franche Comté, représenté par madame ALBERT-MORETTI Nathalie demeurant 10, rue de la convention, Besançon (25000);

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article R. 111-8 ;

Vu le code du patrimoine, et notamment les articles L.632-1 et L.632-2 ;

Vu la demande de pièces, notifiée le 15/05/2025 ;

Vu les pièces complémentaires, déposées en mairie, le 04/06/2025 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé le 19/12/2019, modifié le 01/05/2022 et mis à jour le 09/05/2023 ;

Vu le plan de prévention des risques naturels multirisques de mouvements de terrain et d'inondation approuvé le 07/12/2015 ;

Vu l'affichage en mairie de l'avis de dépôt, le 16/04/2025 ;

Vu l'avis favorable du maire, assorti de prescriptions et d'informations, le 16/05/2025 ;

Vu l'avis favorable de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne / Service Régional de l'Archéologie, le 23/04/2025

Vu l'arrêté préfectoral 2024/569 du 10/12/2024, portant prescription d'une fouille d'archéologie préventive ;

Vu l'accord de l'architecte des bâtiments de France, le 30/07/2025 ;

Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la sous-commission d'accessibilité de l'arrondissement de Dijon sur l'autorisation et sur la demande de dérogation, le 13/06/2025 ;

Vu l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la commission de sécurité de l'arrondissement de Dijon, le 01/09/2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1136, le 16/09/2025, accordant l'autorisation de travaux ;

Considérant que le projet se situe en aléa faible, d'après la carte du zonage réglementaire retrait gonflement des argiles, approuvée le 07/12/2015 ;

Considérant les dispositions du PLUi-HD de Dijon-Métropole approuvé, concernant la gestion des eaux pluviales ;

Considérant que le projet constitue un Établissement Recevant du Public (ERP) ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire valant permis de démolir est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Prescriptions liées à l'ERP :

Les prescriptions, relatives à la sécurité, émises par la commission de sécurité dans son procès-verbal du 01/09/2025 annexé au présent arrêté seront strictement respectées ;

Les prescriptions, relatives à l'accessibilité, émises par la sous-commission départementale dans son avis du 13/06/2025, annexé au présent arrêté, seront strictement respectées ;

Prescriptions liées à l'archéologie préventive :

Les prescriptions émises par la direction régionale des affaires culturelles et inscrites sur l'arrêté n° 2024/569 du 10/12/2024 et annexé au présent arrêté, seront strictement respectées ;

Prescriptions émises par la ville de Dijon :

Afin de permettre un raccordement altimétrique dans le respect des normes applicables sur la voirie et les trottoirs, les cotes de niveau à l'alignement seront déterminées en donnant au trottoir une pente de 2 cm par mètre à partir du dessus de la bordure existante, et inclinée en direction de la chaussée :

- Au droit des entrées charretières : niveau du fil d'eau de la chaussée + 5 cm, puis 2 cm supplémentaires par mètre de largeur de trottoir.
- En dehors des entrées charretières : niveau du fil d'eau de la chaussée + 15 cm, puis 2 cm supplémentaires par mètre de largeur de trottoir.

Il est rappelé que la pente transversale du trottoir est de 2 cm par mètre et que la pente longitudinale du fond de trottoir est parallèle à celle de la chaussée. Ainsi, le seuil des entrées charretières à l'alignement devra suivre cette même pente longitudinale, faute de quoi le pétitionnaire devra accepter la présence d'écarts de niveaux entre le fond de trottoir et le seuil.

Les modalités de collecte des eaux de ruissellement issues du domaine privé vers le domaine public ne sont pas précisées. Il est rappelé que les eaux de la parcelle doivent être collectées et dispersées avant d'arriver sur le domaine public.

La largeur maximale de l'entrée charretière sera de 6 m.

A DIJON, le 16 SEP. 2025

le préfet



Paul MOURIER

Informations :

- Émises par la ville de Dijon :

- Conformément au règlement de voirie de Dijon-Métropole, l'entée charretière doit être revêtue aux frais du pétitionnaire. A cette fin, ce dernier devra adresser une demande pour la modification du trottoir et/ou l'aménagement de l'entrée charretière à l'adresse suivante : proximitechnique@metropole-dijon.fr. Les travaux correspondants seront réalisés par Dijon Métropole et feront l'objet d'une facturation au pétitionnaire.

- Les eaux pluviales seront gérées à la parcelle. Les surverses (trop-pleins) les systèmes pluviaux privés, vers le fondsinférieur, sur l'espace public, notamment la voirie, et dans les réseaux existants sont formellement interdites.

- La DAACT devra être déposée à l'achèvement des travaux, y compris les aménagements extérieurs, en sachant que les ouvrages de gestion des eaux pluviales devront pouvoir faire l'objet d'une vérification avec accès à ceux-ci lors de la conformité.

- les rejets des gargouilles le long de la rue du Docteur Maret sont conservés en l'état. La sur verse du massif drainant de la voirie d'entrée vers la rue est acceptée à titre dérogatoire.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Affaire suivie par : Cyrille AUFFRET

Service Urbanisme Connaissance et Appui aux Territoires
Bureau droit des sols de Dijon

Tél. : 03.80.29.43.40

Courriel : cyrille.auffret@cote-dor.gouv.fr

Arrêté préfectoral n° 1136

Le préfet de la Côte-d'Or

VU le code de la construction et de l'habitation,

VU la demande d'autorisation de travaux sur un établissement recevant du public déposée en application de l'article L.111-8 du code de la construction et de l'habitation, enregistrée sous le n° AT 021 231 25 00091 sollicitée par le Rectorat de la région académique de Bourgogne-Franche-Comté représentée par madame ALBERT-MORETTI Nathalie ;

VU l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la sous-commission départementale de sécurité et de panique dans les établissements recevant du public réunie le 01/09/2025, ci-joint,

VU l'avis favorable, assorti de prescriptions, de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées réunie le 13 juin 2025, ci-joint,

SUR proposition de la directrice départementale des Territoires.

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}

L'autorisation de travaux est accordée sous réserve des prescriptions visées à l'article 2 et en prenant en compte la dérogation accordée par arrêté préfectoral du 13/06/2025.

ARTICLE 2

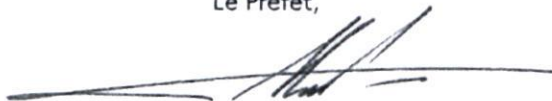
Les prescriptions émises par les sous-commissions départementales pour l'accessibilité des personnes handicapées et de sécurité et de panique dans les établissements recevant du public, mentionnées dans leurs avis respectifs, joints au présent arrêté, seront strictement respectées.

ARTICLE 3

La direction départementale des territoires, le service départemental d'incendie et de secours et le maire de la commune sont chargés chacun, en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

A DIJON, le **16 SEP. 2025**

Le Préfet,



Paul MOURIER

Voies de recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. Le demandeur pourra également saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux dans le même délai.

PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

Direction départementale des
territoires

**COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

DDT 21/SHC/BA

Dossier suivi par :
Patricia DELON

Tél. : +33380294436
Fax :
patricia.delon@equipement-agri-
culture.gouv.fr

**Sous-Commission Départementale pour l'Accessibilité des personnes
handicapées**

Réunion du vendredi 13 juin 2025

**AVIS DE LA CCDSA RELATIF A L'ACCESSIBILITE AUX PER-
SONNES HANDICAPEES**

Procès verbal de la réunion

Textes de référence

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 122-3, L.122-6, L. 181-2 et L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 122-5 à R. 122-21, R. 122-30, R. 122-31, R. 122-35 et R. 162-1 à R. 165-21 ;

VU l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 164-1 à R. 164-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

DOSSIER N° AT 021 231 25 0 0091

N° urbanisme : PC 021 231 25 0 0048

Commune : DIJON

Demandeur : REGION ACADEMIQUE BOURGOGNE FRANCHE COMTE représenté(e) par
Mme ALBERT MORETTI NATHALIE

Adresse du demandeur : 10 RUE DE LA CONVENTION 25000 BESANCON

Nom établissement : CITE UNIVERSITAIRE MARET

Adresse des travaux : 3 RUE DOCTEUR MARET 21000 DIJON

Type : R Etablissements d'enseignement, colonies de vacances / Catégorie ERP : 3

Nature des travaux : Construction neuve, réhabilitation. Le site est actuellement occupé par le Crous. Le projet prévoit la création d'un campus d'enseignement supérieur et sa mise en accessibilité pour accueillir l'école de Science-Po Paris, l'École Supérieure de Musique, l'École Nationale Supérieure des Arts de Dijon.

Demande de dérogation : oui, 1 point(s) dérogatoire(s)

Point dérogatoire 1 (Impossibilité technique) : Au niveau 2 du service administratif de Science Po la largeur de passage de la circulation horizontale est inférieure à 1,20m, elle est réduite à 0,79m pour accéder à deux bureaux de la direction.

Membres permanents de la commission présents :

M DERVIER Jean-Paul, Représentant d'association de personnes handicapées
MONSIEUR LE MAIRE OU SON REPRÉSENTANT OU SON AVIS , Autre membre
M LOIZEAU Jacques, Représentant d'association de personnes handicapées
M MOLHERAT Joël, Représentant d'association de personnes handicapées
M SIVAC Nihad, Président de la Commission
M LESECQ Jean-Claude, Représentant d'association de personnes handicapées
M CLAVEL Gilles, Représentant des propriétaires et exploitants d'établissement recevant du public
M BAROZET DAVID, Représentant des propriétaires et exploitants d'établissement recevant du public
M BENANH-TOGNAMA JUDICAËL, Autre membre
Mme BRIOT CHRISTIANE, Représentant des propriétaires et exploitants d'établissement recevant du public

MOTIVATION

- sur l'autorisation : Favorable

Le projet est de nature à favoriser l'accès aux PMR.

- sur la dérogation : Favorable

La présence de murs porteurs ne permet pas l'agrandissement du passage. En cas de nécessité, le rendez-vous avec la direction pourra être déplacé dans une salle accessible.

PRESCRIPTIONS :

Le pétitionnaire respectera ces engagements pris dans la notice et sur les plans.

Arrêté du 8 décembre 2014/Art.2-Cheminements extérieurs/II.-Caractéristiques minimales 1°)Repérage et guidage Le revêtement d'un cheminement accessible présente un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement permettant sa détection à la canne ou au pied. A défaut, le cheminement comporte sur toute sa longueur un repère continu, tactile pour le guidage à l'aide d'une canne d'aveugle, et visuellement contrasté par rapport à son environnement pour faciliter le guidage des personnes malvoyantes.

Arrêté du 8 décembre 2014/Art.3-Stationnement automobile/II.-Caractéristiques minimales Une place de stationnement adaptée correspond à un espace horizontal au dévers près, inférieur ou égal à 3 %. La largeur minimale des places adaptées nouvellement créées est de 3,30 m et leur longueur minimale est de 5 m. Pour les places situées en épi ou en bataille, lorsque des travaux sont réalisés ou lorsque de nouvelles places sont créées, une surlongueur de 1,20 m est matérialisée sur la voie de circulation des places de stationnement par une peinture ou une signalisation adaptée au sol afin de signaler la possibilité pour une personne en fauteuil roulant de sortir par l'arrière de son véhicule.

Une signalisation adaptée doit être mise en place depuis les entrées du terrain de l'opération, à proximité des places de stationnement pour les visiteurs, ainsi qu'en chaque point du cheminement accessible où un choix d'itinéraire est donné à l'utilisateur. Compte tenu du contexte architectural des bâtiments et de leur interconnexion, des pictogrammes devront être installés afin de permettre le repérage au sein de l'établissement.

AVIS DE LA COMMISSION

La commission émet un **avis favorable** à la réalisation de ce projet. Cet avis est assorti des prescriptions et recommandations énumérées ci-dessus.

A DIJON, le vendredi 13 juin 2025

Pour le Préfet

Le président de la commission

M SIVAC Nihad

Un registre public d'accessibilité de l'établissement doit être mis à disposition du public, conformément au décret n°2017-431 du 28 mars 2017 et à l'arrêté du 19 avril 2017 fixant le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité.

Depuis le 31 mars 2019, une attestation d'accessibilité doit être déposée au plus tard deux mois après la fin des travaux de mise aux normes, soit en version papier à envoyer à la DDT de Côte d'Or, soit en version numérique en cliquant sur le lien suivant: <https://www.demarches-simplifiees.fr/>

Pour une société plus inclusive, vous avez la possibilité d'informer le public sur l'accessibilité de votre établissement en contribuant sur la plateforme citoyenne gratuite Acceslibre :
(<https://acceslibre.beta.gouv.fr>)



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

DOSSIER N° AT 021 231 25 0 0091

N° urbanisme : PC 021 231 25 0 0048

Commune : DIJON

Demandeur : REGION ACADEMIQUE BOURGOGNE FRANCHE COMTE représenté(e) par
Mme ALBERT MORETTI NATHALIE

Adresse du demandeur : 10 RUE DE LA CONVENTION 25000 BESANCON

Nom établissement : CITE UNIVERSITAIRE MARET

Adresse des travaux : 3 RUE DOCTEUR MARET 21000 DIJON

Références cadastrales : EV 287 288

Type / catégorie ERP : R Etablissements d'enseignement, colonies de vacances / 3

Nature des travaux : Construction neuve, réhabilitation. Le site est actuellement occupé par le Crous. Le projet prévoit la création d'un campus d'enseignement supérieur et sa mise en accessibilité pour accueillir l'école de Science-Po Paris, l'École Supérieure de Musique, l'École Nationale Supérieure des Arts de Dijon.

Demande de dérogation : oui, 1 point(s) dérogatoire(s)

Point dérogatoire 1 (Impossibilité technique) : Au niveau 2 du service administratif de Science Po la largeur de passage de la circulation horizontale est inférieure à 1,20m, elle est réduite à 0,79m pour accéder à deux bureaux de la direction.

le Préfet,

VU la demande de dérogation référencée ci-dessus,

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 122-3, L.122-6, L. 181-2 et L. 161-1 à L. 165-7 et les articles R. 122-5 à R. 122-21, R. 122-30, R. 122-31, R. 122-35 et R. 162-1 à R. 165-21 ;

VU l'arrêté du 15 décembre 2014 fixant les modèles des formulaires des demandes d'autorisation et d'approbation prévues aux articles L. 111-7-5, L. 111-8 et L. 122-1 du code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-7 à R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n° 2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public ;

VU l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 507/SG du 28 mars 2025 donnant délégation de signature à Mme Manuelle DUPUY, directrice départementale des territoires de la Côte-d'Or ;

VU l'arrêté n° 512 du 07 avril 2025 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires de la Côte-d'Or , paru au RAA spécial n° 21-2025-051 du 07 avril 2025 ;

VU l'avis formulé le vendredi 13 juin 2025 par la Sous-Commission Départementale pour l'Accessibilité des personnes handicapées ;

Considérant que :

La présence de murs porteurs ne permet pas l'agrandissement du passage. En cas de nécessité, le rendez-vous avec la direction pourra être déplacé dans une salle accessible.


ARRETE

Article 1

la dérogation est **accordée**.

Article 2

La directrice départementale des territoires et le maire de la commune du projet sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'application du présent arrêté.

A Dijon, le **13 JUIN 2025**
Pour le Préfet,
Pour la directrice et par délégation,
Le chef du service
habitat et construction

Bruno NOUVEAU

Voies de recours :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. Le demandeur pourra également saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans le même délai. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site www.telerecours.fr sur l'ensemble du territoire français.



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ERP IGH DIJON

Commission Consultative
Départementale de Sécurité

PROCÈS-VERBAL

SDIS 21 – Groupement
Conseil aux Autorités
Service Prévention
03.80.11.26.50
gca@sdis21.org

Réunion du 01 septembre 2025

Affaire suivie par :
Lieutenant Pascal BLANDIN

RAISON SOCIALE
DIJON MARET CAMPUS EX RESTAURANT UNIVERSITAIRE MARET

ADRESSE	3 RUE DOCTEUR MARET 21000 DIJON		
NATURE du PROJET	Réhabilitation et construction d'un nouveau bâtiment enterré Dérogations		
DEMANDE	Direction Départementale des Territoires de Beaune en date du 7 juillet 2025		
PÉTITIONNAIRE	RECTORAT RÉGION ACADÉMIQUE BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ		
RÉFÉRENCE	PC 021 231 25 00048		
EFFECTIF	<u>Public</u> : 499 personnes		
CATÉGORIE	3ème 5ème	TYPE TYPES	N R, L

Réglementation appliquée :

- Code de la Construction et de l'Habitation
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n°1524 du 1er octobre 2024 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie en Côte d'Or
- Arrêté du 5 février 2007 (applicable à compter du 22 juin 2007) modifié relatif aux établissements de type L
- Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type R
- Code du Travail :

- décret n°92-332 du 31 mars 1992 définissant les règles de sécurité
- décret n°2008-244 du 7 mars 2008 définissant la sécurité des lieux de travail

Avis de la commission de sécurité

La ERP IGH DIJON émet

un Avis Favorable

- aux demandes de dérogation,
- au projet tel que présenté ; néanmoins, les prescriptions suivantes devront être réalisées :

1) Réaliser les travaux conformément à la réglementation en vigueur, notice de sécurité et plans joints au dossier (articles R143-12, R143-14 et R143-22).

2) Fournir au maire, pour avis de la commission de sécurité, un dossier présentant les aménagements intérieurs futurs. Celui-ci devra permettre à la commission de vérifier la conformité de l'établissement avec les règles de sécurité (article R143-22).

3) Procéder ou faire procéder, en cours d'exploitation, par des techniciens compétents aux opérations d'entretien et de vérifications des installations et équipements techniques (article PE4).

NOTA : En application des articles R.143-34 et R.143-37 du code de la construction et de l'habitation, afin de s'assurer de la fiabilité des diverses installations ou équipements, il sera procédé, pendant les travaux, aux vérifications nécessaires par des organismes agréés.

Les procès-verbaux et comptes-rendus de ces vérifications seront tenus à la disposition des membres de la commission de sécurité. En outre, le RVRAT du bureau de contrôle, sans observation ni non-conformité, sera transmis au secrétariat de la commission de sécurité 48 heures avant la visite de réception.


Conformément aux dispositions de l'article R.143-38 du code de la construction et de l'habitation, il sera procédé, avant ouverture des lieux au public, à une visite de réception par la commission de sécurité.

Comme le précise l'article R.143-44 du code de la construction et de l'habitation, le registre de sécurité devra être renseigné par le maître d'ouvrage sur les travaux exécutés.

Conformément aux dispositions de l'article 43 du décret 95.260 du 8 mars 1995, le maire sera informé de la date présumée d'ouverture au public afin de saisir la commission de sécurité 1 mois avant la date retenue pour effectuer une visite de réception.

La commission de sécurité ne pourra se prononcer sur l'ouverture au public qu'au vu des documents prévus par les articles 46 et 47 du décret précité, documents à transmettre 48 heures à la commission de sécurité avant la visite de réception (attestation de solidité, rapports mesures constructives, électricité, gaz, etc....).

Le / la Président(e),


Direction des sécurités
Chef du bureau
de la sécurité civile
Thierry BRULÉ